

INTRASENSE

Société anonyme au capital de 780.643,90 €
Siège social : 1231, avenue du Mondial 98 – 34000 Montpellier
452 479 504 RCS Montpellier

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DU 16 OCTOBRE 2018

L'an deux mille dix-huit,

Le 16 octobre,

A 10 heures,

Les actionnaires de la société Intrasense, société anonyme au capital de 780.643,90 € dont le siège social est sis 1231 avenue du Mondial 98 à Montpellier (34000), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 452 479 504 (ci-après la « **Société** »), se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, dans les locaux du cabinet Jeantet situés 87, avenue Kléber à Paris (75116), sur deuxième convocation faite par le conseil d'administration et par (i) lettres de report adressées par Société Générale Securities Services en sa qualité de teneur de compte des actions de la Société, (ii) avis de deuxième convocation publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°120 en date du 5 octobre 2018 et (iii) avis de deuxième convocation publié dans le journal d'annonces légales « La Croix du Midi » en date du 5 octobre 2018.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Michelon, Président du conseil d'administration de la Société (ci-après le « **Président** »).

Monsieur Rodolphe Cadio, Directeur Financier, est désigné comme secrétaire.

Monsieur Deneuille et Monsieur Rimbault, actionnaires présents acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Le cabinet Ernst & Young et Audit, représenté par Madame Marie-Thérèse Mercier, commissaire aux comptes titulaire, est absent et excusé.

Assistent également à l'assemblée générale Nicolas Reymond, Directeur général de la Société, ainsi que Maître Cyril Deniaud et Maître Clémence Gagneux du cabinet Jeantet.

Le Président indique que le capital social est composé de 17.128.083 actions, auxquelles il convient de retrancher les 27.000 actions auto-détenues, soit 17.101.083 actions ayant le droit de vote représentant, après prise en compte des 507.990 actions bénéficiant du droit de vote double, un nombre total de 17.609.073 droits de vote exerçables.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que :

	Actionnaires	Actions	Voix
Actionnaires présents	3	242.833	472.998
Actionnaires représentés	3	32.580	65.160
Pouvoirs au Président	8	499.584	642.025
Votes par correspondance	40	1.008.754	1.054.000
Total	54	1.783.751	2.234.183

Soit 10,43% des 17.101.083 actions ayant le droit de vote.

Les membres du bureau constatent ainsi que, pour les résolutions relevant de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire, les actionnaires présents ou représentés possèdent moins du cinquième des actions ayant le droit de vote.

Le Président constate, d'après la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, que le quorum requis n'est pas réuni pour la partie assemblée générale extraordinaire, et que par conséquent l'assemblée générale ne peut valablement délibérer pour cette partie.

Conformément à l'article L.225-98 du code de commerce, aucun quorum n'est requis pour la partie assemblée générale ordinaire. En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer à titre ordinaire.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°102 en date du 24 août 2018 ;
- l'avis de convocation publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°108 en date du 7 septembre 2018 ;
- l'avis de convocation publié dans le journal « La Croix du Midi » en date du 7 septembre 2018 ;
- la copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires nominatifs ;
- la copie de la lettre de convocation adressée au commissaire aux comptes ;
- l'avis de deuxième convocation publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°120 en date du 5 octobre 2018 ;
- l'avis de deuxième convocation publié dans le journal « La Croix du Midi » en date du 5 octobre 2018 ;
- la copie des lettres de report adressées aux actionnaires nominatifs ;
- la copie de la lettre de deuxième convocation adressée au commissaire aux comptes ;
- la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle sont annexés :
 - les pouvoirs des actionnaires représentés, et
 - les formulaires de vote par correspondance ;
- la liste des actionnaires nominatifs ;
- le rapport financier annuel établi par le conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, contenant notamment :
 - le rapport de gestion,
 - les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
 - le tableau récapitulatif des délégations de compétence conférées au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital ;
- le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels ;
- le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées ;
- le texte des projets de résolutions soumises à la présente assemblée ;
- le rapport établi par le conseil d'administration sur les projets de résolutions ;
- les rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les autorisations à donner au conseil d'administration aux termes des projets de résolutions soumises à la présente assemblée ;
- un exemplaire des statuts à jour de la Société.

Puis, le Président déclare que :

- les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et/ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions ;
- aucune demande n'est parvenue, préalablement à la présente assemblée, pour requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour conformément aux dispositions de l'article R. 225-73 du Code de commerce ;
- aucun actionnaire n'a posé une question écrite préalablement à la tenue de la présente assemblée en application de l'article L. 225-108 du Code de commerce.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et approbation desdites conventions ;
4. Ratification de la nomination par cooptation de M. Nicolas Reymond en qualité d'administrateur ;
5. Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;
15. Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce.

Cette lecture terminée, le Directeur général présente à l'assemblée les éléments clés de l'exercice clos et résume le rapport de gestion du conseil d'administration.

Il déclare ensuite la discussion ouverte. Un bref débat s'instaure entre les membres de l'assemblée.

Puis, personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître une perte de 2.102.925 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'assemblée générale prend acte du montant nul des dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, ainsi que de l'impôt correspondant.

L'assemblée générale approuve les termes du rapport de gestion du conseil d'administration.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

Voix pour : 1.640.771

Voix contre : 593.412

Abstention : -

Deuxième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration :

- constate que les comptes arrêtés au 31 décembre 2017 et approuvés par la présente assemblée font ressortir un résultat déficitaire de 2.102.925 euros ;
- décide d'affecter le résultat de l'exercice au compte « Report à nouveau » débiteur de 17.174.097 euros dont le solde, après affectation, restera débiteur à hauteur de 19.277.022 euros.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'a été distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

Voix pour : 1.640.771
Voix contre : 593.412
Abstention : -

Troisième résolution

(Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et approbation desdites conventions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, approuve les conventions et engagements qui y sont décrits.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

Voix pour : 1.640.771
Voix contre : 593.412
Abstention : -

Quatrième résolution

(Ratification de la nomination par cooptation de M. Nicolas Reymond en qualité d'administrateur)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte de la démission de M. Stéphane Chemouny de son mandat d'administrateur enregistrée lors de la séance du conseil d'administration du 20 août 2018, ratifie la nomination par cooptation de M. Nicolas Reymond, décidée lors de la séance du conseil d'administration du 20 août 2018.

En conséquence, M. Nicolas Reymond exercera ses fonctions pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

Voix pour : 1.559.351
Voix contre : 674.832
Abstention : -

Cinquième résolution

(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration à procéder ou faire procéder à l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les actions pourront être achetées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, dans le respect de la réglementation boursière applicable et des pratiques de marché admises publiées par l'AMF, sur le marché ou hors marché, notamment en utilisant, le cas échéant, tous instruments financiers dérivés ou optionnels, pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de manière significative la volatilité du titre.

La Société se réserve la possibilité de procéder par achat de blocs de titres. La Société se réserve la faculté de poursuivre l'exécution du présent programme de rachat d'actions en période d'offre publique d'acquisition ou d'échange portant sur ses actions dans le respect des dispositions de l'article 231-40 du règlement général de l'AMF.

Les achats pourront porter sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du capital social à la date de ces achats. Toutefois, le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne pourra posséder, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social.

L'acquisition de ces actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 100 euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres,

d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder cinq millions d'euros (5.000.000 €).

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en particulier pour juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat et en déterminer les modalités, passer tous ordres en bourse, signer tous actes de cession ou transfert, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différentes finalités, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et de tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

Voix pour : 1.299.777
Voix contre : 934.406
Abstention : -

Quinzième résolution

(Délégation de pouvoirs à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et L. 225-130 du Code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration ses pouvoirs pour procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois et dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;
2. décide que les droits formant rompus ne seront ni négociables, ni cessibles et que les titres seront vendus, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat ;
3. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de pouvoirs ;
4. décide que la présente délégation, qui prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à la majorité.

Voix pour : 1.559.351
Voix contre : 674.832
Abstention : -

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président remercie les actionnaires de leur venue et indique qu'il lève la séance. La séance est levée à 11h15.


De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.



Monsieur Nicolas Michelin
Président de l'Assemblée Générale



Monsieur Rodolphe Cadio
Secrétaire



Monsieur Deneuille
Scrutateur



Monsieur Raimbault
Scrutateur